

21- Londres 27/11/81

CONSEIL EUROPÉEN DES 26/27 NOVEMBRE 1981 A LONDRES

- MANDAT DU 30 MAI 1980
- SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- ÉLARGISSEMENT : ESPAGNE ET PORTUGAL
- UNION EUROPÉENNE
- RELATIONS EST-OUEST
- DÉSARMEMENT
- CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE
- POLOGNE
- AFGHANISTAN

DN: DOC/81/3 Date: 1981-11-27

DÉCLARATION FAITE PAR MME THATCHER à la CONFÉRENCE DE PRESSE QUI A
SUIVI
LA FIN DES TRAVAUX DU CONSEIL EUROPÉEN

Lors du Conseil européen des 26 et 27 novembre 1981 à Londres, Mme Thatcher a fait la déclaration suivante:

1. Nous avons examiné les trois chapitres de façon approfondie tout en admettant tout d'abord qu'un accord sur un d'entre-eux ou sur le contenu de l'un d'entre-eux dépendait d'un accord sur les autres chapitres. Nous les avons examinés, à vrai dire, section par section, de façon très détaillée ce que je n'ai jamais vu auparavant dans aucun Conseil européen, tout en essayant réellement de voir quels étaient les points d'accord et les divergences. Nous avons réalisé des accords sur de nombreux points. quant aux divergences elles concernent quatre chapitres:

Premièrement, le problème laitier tout entier, deuxièmement, les orientations en matière de dépenses agricoles, troisièmement, l'agriculture méditerranéenne et quatrièmement, le problème budgétaire proprement dit

Nous sommes arrivés à la conclusion, après plusieurs heures de discussion, que la meilleure façon de résoudre ces quatre problèmes serait de convoquer dès que possible une réunion spéciale groupant les ministres des Affaires Étrangères en vue d'essayer de résoudre ces questions soit en liaison avec les ministres concernés ou d'autres fonctionnaires, soit avec

les deux. Ceux-ci devraient ensuite faire des recommandations aux Chefs de Gouvernement. peut-être seront -nous alors en mesure d'y voir plus clair sinon il faudra renvoyer ces problèmes au prochain Conseil. voici les conclusions relatives au mandat.

Nous avons eu également une longue discussion très utile sur la situation économique et sociale engendrée par M. Ortolí sur la base d'un document présente par la Commission aux Chefs de Gouvernement. Nous avons adopté les conclusions de ce document avec une ou deux modifications. vous vous rendrez compte qu'à certains égards, la Commission est plus optimiste que d'autres commentateurs en ce qui concerne les perspectives de croissance. mais il est agréable de s'occuper de questions qui suscitent de l'optimisme auprès de tant de participants. je ne tiens pas à insister outre mesure sur ce point. Nous savons en effet qu'il y a beaucoup de problèmes et nous avons dit clairement au cours des entretiens que nous avons eus que l'une des choses qui nous préoccupe le plus est le problème du chômage des jeunes et la nécessité d'accroître la formation de ceux qui quittent l'école.

En ce qui concerne le domaine économique en général, nous avons dit que la lutte contre l'inflation et le chômage exige que les dettes publiques soient maintenues sous contrôle et la politique monétaire dans des limites étroites et nous avons mis l'accent sur le fait que lorsque la dette publique devient très importante, les taux d'intérêt eux aussi augmentent ce qui rend toute tentative en vue d'une croissance accrue inutile. Il y a des nations dont la dette correspond à 14 ou 15 % du PIB ce qui est anormalement élevé compte tenu des conséquences qui en résultent sur les taux d'intérêt et du fait que des taux d'intérêt élevés peuvent étrangler la croissance. vous n'ignorez pas que nous avons examiné également les questions d'affaires étrangères qui revêtent pour nous une importance particulière et au cours du dîner que nous avons eu hier soir, nous avons passé pas mal de temps à analyser avec le chancelier Schmidt les résultats

de la visite que le président Brejnev vient d'effectuer en RFA.
Nous en
avons parle très en détail de même que du problème polonais. Les
ministres
des Affaires Étrangères ont examine également d'autres questions
dans le
cadre du comité de coopération politique et je crois que vous êtes
en
possession des communiqués.

Ce fut donc un Conseil européen très chargé. Nos discussions ont
été
franches. je crois que nous avons cerne très franchement les points
difficiles du mandat. De nombreux points contenus dans le document
ont
fait l'objet d'un accord mais nous reconnaissons bien sur que tous
les
accords dépendent de la réalisation d'un accord sur l'ensemble. Les
discussions ne se sont cependant jamais envenimées. L'atmosphère
était
excellente, très constructive. Les Chefs de Gouvernement étaient
très
conscients du fait que nous avons examiné dans les détails des
questions
qui auraient du être laissées à des spécialistes.

ÉLARGISSEMENT: ESPAGNE ET PORTUGAL

Le Conseil européen a rappelé que les États membres de la
Communauté ont
décidé d'entamer les négociations en vue de l'adhésion du Portugal
et de
l'Espagne en sachant que tous les objectifs de la Communauté, tels
qu'ils
sont exposes dans le préambule du traité CEE, sont partagés par les
gouvernements démocratiques et les peuples des deux pays concernés.

Le Conseil européen a confirmé l'engagement politique qui constitue
le
fondement de cette décision ; il a souligné la détermination de la
Communauté de mener ces négociations au succès et a souligné qu'il
importait de continuer à progresser. Il a rappelé que les pays
candidats à
l'adhésion avaient accepté d'adhérer sur la base des
traités communautaires
et du droit dérivé en vigueur à la date de l'adhésion, à l'unique
réserve
des arrangements transitoires qui pourraient être convenus. Il a
souligné
la nécessité, tant pour la Communauté que pour les pays qui
adhèrent, de
mettre à profit la période précédant l'adhésion pour préparer avec
soin le
nouvel élargissement de la Communauté en introduisant les réformes
nécessaires pour que les avantages potentiels pour les deux parties
se
réalisent. Il est convenu qu'il serait nécessaire, au cours des

délibérations de la Communauté sur son développement interne, de tenir compte de l'importance de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne. Il a également reconnu l'importance des contacts établis entre les Dix et les pays candidats à l'adhésion dans le cadre de la coopération politique et a confirmé son intention de continuer à informer en détail le Portugal et l'Espagne de l'évolution en matière de coopération politique. Il se réjouit de la perspective de voir les dirigeants de ces deux pays prendre leur place au sein du Conseil européen en qualité de membres à part entière".

UNION EUROPÉENNE

Le Conseil européen a reçu l'initiative des gouvernements allemands et italien concernant l'Union européenne et a pris note de leurs propositions.

Le Conseil a reconnu l'importance de renforcer l'intégration économique parallèlement au développement politique. Le Conseil européen a invité les ministres des Affaires Étrangères en coopération avec la Commission à examiner et clarifier les propositions germano / italiennes et à faire rapport lors d'une future réunion du Conseil européen. Le Conseil a pris note des rapports de la Commission et des ministres des Affaires Étrangères des dix concernant l'Union européenne et a notamment entériné le rapport sur la coopération politique adopté par les ministres des Affaires Étrangères des dix à Londres le 13 octobre.

RENCONTRE SCHMIDT-BREJNEV

Le chancelier de la République fédérale d'Allemagne a fait à ses collègues un compte rendu des conversations qu'il a eues à Bonn avec le président Brejnev du 22 au 25 novembre. Le Conseil européen a pleinement reconnu l'importance de cette rencontre et la nécessité de maintenir ouverts à tout moment les canaux de communication est / ouest entre gouvernements. Le Conseil européen a marqué son appréciation de l'expose du chancelier fédéral sur la détente, la coopération et le désarmement.

DÉSARMEMENT

Le Conseil européen s'est félicité de l'engagement des États-Unis, annonce dans le discours du président Reagan le 18 novembre, d'atteindre l'objectif d'un désarmement important au moyen d'une réduction mutuelle des forces nucléaires et conventionnelles ainsi que de mesures de confiance. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont marqué leur satisfaction de voir s'ouvrir, la semaine prochaine, les négociations entre les États-Unis et l'union soviétique sur les armes nucléaires de moyenne portée et ont formulé l'espoir qu'elles conduisent à des résultats rapides et positifs.

CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

Le Conseil européen a examiné l'État des négociations de la CSCE à Madrid. malgré les difficultés, les Chefs d'État et de Gouvernement ont exprimé l'espoir d'une issue positive avant la fin de l'année? sous forme d'un document substantiel et équilibré, comportant un accord sur un mandat précis pour une conférence sur le désarmement en Europe ou seraient négociées les mesures de confiance dans l'ensemble de l'Europe. Ils sont disposés à déployer tous les efforts à cette fin et ils comptent que tous les autres participants feront preuve du même esprit positif.

POLOGNE

Le Conseil européen a entendu le rapport de lord Carrington sur la visite que le ministre polonais des Affaires Étrangères a effectuée à Londres le 20 novembre. Le Conseil a pris note des programmes communautaires, réalisés et en cours, de fourniture de produits alimentaires à la Pologne à des prix spéciaux et a favorablement accueilli l'acceptation récente par le Conseil budget d'une initiative du parlement européen visant à dégager des sommes supplémentaires à cette fin. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont réaffirmé leur volonté de répondre, dans les limites des moyens de la Communauté et de ses États membres et en coopération avec d'autres pays, aux demandes du gouvernement polonais de soutien aux efforts accomplis par le peuple polonais pour redresser l'économie du pays. Ils estiment que le rééchelonnement de la dette polonaise et l'octroi de nouveaux crédits contribueraient de façon importante à cette fin.

AFGHANISTAN

Le Conseil européen a évoqué la tragédie qui persiste en Afghanistan. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont noté qu'au mépris flagrant de l'opinion internationale exprimée dans trois résolutions successives, votées par une majorité écrasante à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'occupation soviétique de l'Afghanistan se poursuit avec tout ce qu'elle comporte de répression et d'effusion de sang. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont estimé que cette situation portait un préjudice énorme à la confiance internationale. Ils ont confirmé leur conviction que les propositions du 30 juin offrent une approche raisonnable et pratique à la solution du problème.